

# IGOR YURGENS

Président de l'Institut du développement contemporain, Russie

**Dominique Moisi, conseiller spécial, Ifri**

Igor Yurgens, the president of the management board in the Institute for Contemporary Development in Russia, applied this vision to the future of Ukraine.

**Igor Yurgens, président de l'Institut du développement contemporain, Russie**

Mon institut (l'Institut du Développement contemporain) a officiellement demandé en 2008 au gouvernement russe de rejoindre l'Union européenne, sous certaines conditions, bien entendu. En 2002, M. Poutine lui-même s'est renseigné auprès de la direction de l'UE sur ses exigences, son calendrier, etc. On le laissa sur le pas de la porte, pour plusieurs raisons légitimes : la Russie n'était pas prête à devenir membre de l'UE. Nous avons alors demandé à rejoindre l'OTAN et on nous a donné la même réponse. La Russie est un continent, et si l'ampleur et le nombre des problèmes auxquels elle est confrontée n'y faisaient obstacle, mon choix se porterait sur son intégration à l'UE.

Si vous me demandiez de définir en un seul mot la situation actuelle en Russie, j'emploierais le mot pragmatisme. Pour en utiliser trois ou quatre, j'évoquerais un pragmatisme à la limite du cynisme. C'est la description exacte de notre attitude envers l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, le partenariat oriental, etc. M. Poutine a tout à fait le droit de faire ce qu'il fait en ce moment, mais à mon avis, il n'a pas de vision stratégique à long terme. C'est un bon dirigeant qui a fait preuve de beaucoup de force et de volonté de réussite et de contrôle dans un pays complexe comme la Russie, mais il n'a pas de vision stratégique. Et même s'il en avait une, il lui serait très difficile de faire des choix. La situation de l'UE reste précaire. Les États-Unis sont affaiblis et notre soi-disant « partenariat » avec la Chine est pour le moins ambigu.

M. Poutine essaie de gagner sur un plan stratégique et de stabiliser la situation. La stabilité en Russie doit tenir compte de l'effet « Alice au pays des merveilles » : c'est à dire qu'il nous faut courir très vite pour faire du sur place. La Russie ne peut rester dans un état stable sans une modernisation rapide car elle nécessite encore plus d'investissements, de main-d'œuvre migrante et de moyens technologiques que l'ex-Union soviétique. Tout ceci signifie que nous devons nous ouvrir au monde extérieur, alors qu'en ce moment, nous nous replions sur nous-mêmes. J'ai deux casquettes : celle de dirigeant d'une association industrielle et celle de représentant d'un groupe de réflexion libéral. Mon premier rôle me conduit à un dialogue fructueux avec le secteur économique du gouvernement, composé de personnes en général très sensées, avec lesquelles nous sommes en accord sur la question de la consolidation budgétaire, de la politique fiscale et monétaire, du ciblage de l'inflation, et ainsi de suite.

J'enlève à présent ma casquette d'économiste et en tant que membre du groupe de réflexion, je suis à même de vous parler d'un virage très réactionnaire de la politique intérieure russe.

En abordant la question de la société civile, n'oublions pas que de nombreuses ONG sont stigmatisées comme étant des agents de l'étranger. Quand nous parlons du rôle de la religion, nous voyons bien qu'il n'est pas question de la majorité des membres de l'Église orthodoxe russe, mais des membres les plus réactionnaires, les fanatiques religieux et les obscurantistes qui montent en puissance. Quand vous lisez la presse internationale, tout ce que vous voyez sur la Russie, ce sont les Pussy Riots, Khodorkovsky et les prisonniers politiques.

En ce moment, la Russie est divisée en deux : 20 % de la population veut avancer et vivre dans la contemporanéité, mais la majorité silencieuse a peur d'avancer et de s'ouvrir.

Nous ne sous-estimons pas les difficultés qui nous attendent à court et à moyen terme. L'économie ralentit. La demande faible et instable en hydrocarbures et en métaux, associée à la révolution pétrolière en cours due au gaz de schiste, ont un effet négatif sur le budget fédéral. Par conséquent, une sérieuse menace pèse sur les dépenses sociales, l'équipement militaire, les salaires de l'Armée, l'application des lois et les fonctionnaires. Les fondements de la stabilité politique et sociale et le soutien public aux autorités pourraient s'éroder de manière importante. Les tensions ethniques et le sentiment national prennent de l'ampleur. Tout ceci aggrave la corruption (recherche d'un profit maximum immédiat) et l'évasion des capitaux.

Juste deux mots au sujet de l'Ukraine, qui a été mentionnée au cours de ce Forum un certain nombre de fois. Les Ukrainiens sont-ils prêts pour l'Union européenne ? Je dirais que non. Paradoxalement, il vaudrait mieux que l'Ukraine soit associée à l'Union douanière, qui n'est pas au même niveau en termes de performance économique, mais qui représente un pont infrastructurel entre la Chine et l'UE. C'est une question de logique. Mais toute logique comporte une part empirique et illogique, et je suis certain que ceux qui jouent un rôle décisif aujourd'hui au Kremlin y verront un projet davantage politique qu'économique, ce qui pourrait constituer encore un frein, plutôt qu'un atout.

Je ferais donc exactement ce qui a été annoncé aujourd'hui : suspendre les négociations avec l'Ukraine et attendre que les Ukrainiens décident par eux-mêmes, lors de l'élection prévue dans ce pays en 2015. À mon avis, les Russes ne devraient pas se voir entraînés dans une victoire à la Pyrrhus et avoir à payer 10 à 15 milliards d'euros pour soutenir le partenaire ukrainien, actuellement peu fiable.